

COUR D'APPEL DE

CONAKRY

-----

TRIBUNAL DE COMMERCE DE  
CONAKRY

-----

PREMIERE SECTION

.....

AFFAIRE :

**La Société AXIS MINERALS  
SA**

**C/**

**La Société Alliance  
Guinéenne de Bauxite de  
l'Alumine et de l'Aluminium  
(AGB2A) SA**

**OBJET :**

***Païement et reddition de  
compte***

Décision (voir dispositif)

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

Travail-Justice-Solidarité

**AU NOM DU PEUPLE DE GUINEE**

**JUGEMENT N° 167 du 16 JUIN 2022**

**COMPOSITION DU TRIBUNAL**

**Président** : M. Pierre LAMAH

**Juges consulaires** Messieurs Sidy Mohamed CHERIF et  
Habib ATTYA.

**Greffier** : Me. Abdoulaye Yarie SOUMAH

**PARTIES A L'INSTANCE**

**Demanderesse**

**La Société AXIS MINERALS SA**, de droit guinéen,  
représentée par le cabinet Nimba Conseil SARL, sise au 3<sup>ème</sup>  
étage, Bureau 3A- BP : 5009 de l'immeuble Moussoudougou  
Résidence 2000 du 2 octobre, ayant pour conseil le cabinet  
d'Avocat AMARAYA, représenté par Maître Amara Bangoura,  
Avocat à la Cour ;

**Défenderesse**

**La Société Alliance Guinéenne de Bauxite de l'Alumine et  
de l'Aluminium (AGB2A) SA**, sise à l'immeuble Alima, au  
quartier Boulbinet, commune de Kaloum, Conakry,  
représentée par Madame Zhang JUN et Monsieur Claude  
LORCY, ayant pour conseil Maître Joachim GBILIMOU, Maître  
Séréba Mory KANTE, Maître Sékou FOFANA et Maître  
Aboubacar Sidiki KANTE, Avocats à la Cour ;

**Débats** : le jugement suivant a été rendu après que la cause  
a été débattue en audiences publique et mise en délibéré  
pour décision être rendue conformément à la loi à l'audience  
de ce jour ;

***Jugement contradictoire***

**LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier de la procédure,

Après avoir entendu les parties en leurs prétentions, moyens  
et fins ;

Suivant acte du 07 avril 2022 de Maître Seydouba Kalil  
SACKHO, Huissier de Justice près les juridictions de Conakry,  
la Société AXIS MINERALS SA a donné assignation en  
paiement à la Société Alliance Guinéenne de Bauxite de

l'Alumine et de l'Aluminium (AGB2A) SA à l'effet de comparaître à l'audience du jeudi 21 avril 2022 par devant le Tribunal de Commerce de Conakry.

### **FAITS-PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES**

Au soutien de son action, la Société AXIS MINERALS SA expose qu'elle est liée à la Société Alliance Guinéenne de Bauxite de l'Alumine et de l'Aluminium (AGB2A) SA par un accord d'amodiation en date du 29 mars 2019 d'un permis d'exploitation minière industrielle de la bauxite, accordé par décret D/2018/267/PRG/SGG du 2 novembre 2018.

Elle explique que dans le cadre de cette relation contractuelle un climat de méfiance et de tension s'est installé entre les parties ayant entraîné un désaccord qui pourrait aboutir à la rupture de leur relation, d'où la nécessité pour elle d'initier la présente action afin d'obtenir le paiement de sa créance résultant de cette relation et la reddition de compte.

Elle déclare que le contrat précité stipule en son article 114 le paiement d'une redevance à son profit par tonne sèche exportée FOB du périmètre amodié et que conformément à cet article la défenderesse s'est engagée à lui payer un acompte de 2.000.000 USD en deux tranches soit : 500.000 USD dans un délai de 15 jours après l'entrée en vigueur de l'accord et 1.500.000 USD au plus tard dans le délai de quatre (4) mois après le premier paiement tout en soulignant que le défaut de paiement de ces échéances est assorti d'un intérêt de retard.

Selon elle, que la Société AGB2A SA n'a payé que la première tranche de 500.000 USD, d'où le reliquat de 150.000 USD et que toutes les démarches menées par elle afin d'obtenir son paiement se sont avérées infructueuses, ce qui nécessite la condamnation de celle dernière au paiement du montant reliquataire sous astreinte.

C'est pourquoi, elle sollicite de le recevoir en son action, ordonner la reddition des comptes à la Société AGB2A SA pour la situation des paiements qui lui sont dus dans le cadre de leur contrat, condamner celle-ci au paiement en sa faveur de la somme de 150.000 USD en principal outre les intérêts et de la somme de 2.000.000.000 GFN à titre des dommages et intérêts, mettre les dépens à la charge.

En réplique, la Société Alliance Guinéenne de Bauxite de l'Alumine et de l'Aluminium (AGB2A) SA soulève in limine litis

l'incompétence du tribunal de ce siège motif tiré de l'existence d'une clause d'arbitrage stipulée à l'article 23 points 2 et 3 de leur accord d'amodiation, ce qui oblige ce tribunal à se déclarer incompétent en application des articles 3 et 13 de l'Acte uniforme relatif au droit de l'Arbitrage (AUA).

### **MOTIFS DE LA DECISION**

#### **IN LIMINE LITIS**

#### **SUR L'EXCEPTION D'INCOPETENCE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CONAKRY**

La Société Alliance Guinéenne de Bauxite de l'Alumine et de l'Aluminium (AGB2A) SA soulève l'incompétence du Tribunal de ce siège au motif que l'accord d'amodiation la liant à la demanderesse contient une convention d'arbitrage qui indique que les litiges se rapportant à leur contrat seront soumis à l'arbitrage de la Chambre du Commerce international (CCI).

A cet effet, l'article 13 de l'Acte uniforme sur le droit de l'arbitrage dispose que « **Lorsqu'un différend faisant l'objet d'une procédure arbitrale en vertu d'une convention d'arbitrage est porté devant une juridiction étatique, celle-ci doit, si l'une des parties en fait la demande, se déclarer incompétente.**

**Si le tribunal arbitral n'est pas encore saisi ou si aucune demande d'arbitrage n'a été formulée, la juridiction étatique doit également se déclarer incompétente à moins que la convention d'arbitrage ne soit manifestement nulle ou manifestement inapplicable à l'espèce. Dans ce cas, la juridiction étatique doit statuer sur sa propre compétence en dernier ressort dans un délai maximum de quinze (15) jours. Sa décision ne peut faire l'objet que de pourvoi en cassation devant la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage dans les conditions prévues par son règlement de procédure.**

.....

**Toutefois, l'existence d'une convention d'arbitrage ne fait pas obstacle à ce qu'à la demande d'une partie, une juridiction étatique, en cas d'urgence reconnue et motivée, ordonne des mesures provisoires ou conservatoires dès lors que ces mesures n'impliquent pas un examen du différend au fond pour lequel seul le tribunal arbitral est compétent. »**

L'article 23.3 de l'accord relatif à l'amodiation des droit miniers en date du 29 mars 2019 stipule que « **Si la réunion visée à l'article 23.2 n'a pas eu lieu ou si le différend ou la divergence n'as pas été réglé par accord écrit entre toutes les parties concernées dans les trente (30) jours ouvrable , tout différend, controverse ou réclamation découlant de ou en relation avec la présente convention, et l'admissibilité d'un litige particulier à l'arbitrage en vertu des présentes, sera exclusivement soumis et arbitrés de manière définitive conformément au règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale. Trois arbitres seront nommés conformément aux règles de la CCI, à condition que chaque partie et ses affiliés soient considérés comme une seule partie aux fins de la nomination des arbitres. Les dispositions de l'arbitrage d'urgence (telles que définies dans les règles de la CCI) sont applicables. Le siège de l'arbitrage sera à Londres. La langue utilisée dans la procédure sera l'anglais, mais l'interprétation de la présente convention se fera sur la base unique de la version française de la présente convention (qui prévaudra en cas de conflit ou d'incompatibilité). La sentence sera définitive et exécutoire pour les parties »**

En l'espèce, il ressort de l'analyse des pièces du dossier que la Société AXIS MINERALS SA et la Société AGB2A SA ont conclu un accord relatif à l'amodiation des droit miniers dans lequel elles ont librement stipulé une convention d'arbitrage à l'article 23.3 en vertu de laquelle les litiges y relatifs ou en découlant doivent être tranchés exclusivement par la voie arbitrale et soumis à l'appréciation de la chambre de commerce international (CCI) et suivant son règlement.

Il est incontesté que la convention d'arbitrage invoquée par la Société AGB2A SA est valide bien qu'aucun tribunal arbitral ne soit encore saisi.

Dès lors, conformément aux textes précités, il y a lieu d'accueillir favorablement l'exception soulevée par la défenderesse, de se déclarer incompétent à connaitre du présent différend et de renvoyer enfin les parties à mieux se pourvoir.

#### **SUR LES DEPENS**

La Société AXIS MINERALS SA ayant perdu le procès, il convient de la condamner aux dépens en application de l'article 741 et suivants du CPCEA.

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier et dernier ressort.

Après en avoir délibéré ;

**En la forme :**

Constate la convention d'arbitrage stipulée dans l'accord d'amodiation des droits miniers en date du 29 mars 2019 liant la Société AXIS MINERALS SA et la Société Alliance Guinéenne de Bauxite de l'Alumine et de l'Aluminium (AGB2A) SA.

En conséquence, se déclare incompétent pour connaître du présent différend et renvoie les parties à l'instance à mieux se pourvoir ainsi qu'elles aviseront.

Met les dépens à la charge de la Société AXIS MINERALS SA.

Ainsi fait, jugé et prononcé les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé, sur la minute :

**Le Président**

**Le Greffier**